

# Préface<sup>1</sup>

## I

À l'exception du dernier d'entre eux, les textes rassemblés ici sont tirés de mon livre *Emancipations*, paru à Londres chez Verso en 1996. Celui-ci a été écrit entre 1991 et 1996. Durant cette période nous avons assisté, comme en accéléré, à la désintégration de l'Union soviétique, à la dernière phase de la guerre de Bosnie, à la guerre du Golfe et à une recomposition générale de la scène internationale qui a rendu caducs les imaginaires politiques et les alliances qui avaient dominé durant toute la guerre froide. Dans un livre récent, Éric Hobsbawm met en opposition ce qu'il appelle « le long XIX<sup>e</sup> siècle » (1789-1914) et « le court XX<sup>e</sup> siècle » (1914-1991). Au terme de ce dernier, selon lui, c'est une période entièrement nouvelle de l'histoire de l'humanité qui s'amorce. 1991, c'est la date à laquelle le premier des essais réunis dans *Emancipations* (non repris ici) fut écrit. Tous, d'une manière ou d'une autre, peuvent être considérés comme des tentatives d'assumer théoriquement les implications de la transformation décisive qui affecte la politique contemporaine, et de réexaminer les catégories centrales qui structuraient le champ classique de la théorie politique.

Tournons-nous vers ce que je crois être les caractéristiques principales de la situation qui émerge dans cette conjoncture politique nouvelle. Du point de vue de la gauche traditionnelle,

---

1. La présente préface est propre à l'édition française.

la décennie écoulée aura été celle de l'épuisement des deux matrices principales qui formaient son imaginaire politique : le communisme et la social-démocratie. En ce qui concerne le premier, il est clair que son effondrement a été spectaculaire, mais le point important à noter est que, bien avant qu'il ne vole en éclats, il avait cessé de représenter une force capable d'orienter les masses et de les enthousiasmer. Ce qu'on ne perçoit généralement pas, c'est que cette lente érosion a également entraîné un scepticisme général vis-à-vis des catégories centrales du discours classique de l'émancipation — comme par exemple la « révolution » —, et qu'elle a fini par mettre en question l'idéal de l'émancipation lui-même. Dans ce livre, je m'essaie à une déconstruction de ces catégories centrales du discours de l'émancipation en me demandant dans quelle mesure leur déclin historique ne résulte pas de la mise en évidence des contradictions logiques qui l'affectent et que les discours dominants de la gauche avaient réussi pendant longtemps à masquer. Ce travail de déconstruction ne représente toutefois pas une tâche purement négative. Rendre visibles les indécelables à l'œuvre au sein de ces catégories, c'est aussi accroître le champ ouvert aux jeux de langage qu'il est possible de jouer, et du même coup, c'est agrandir le champ de la réflexion stratégique. Voilà ce qui est visé par le texte intitulé « Au-delà de l'émancipation ».

À la différence de ce qui s'est passé pour le communisme, la crise de la social-démocratie ne s'est pas manifestée par un moment d'effondrement unique et dramatique. Ses effets n'en sont pas moins patents. L'apogée de la social-démocratie a coïncidé avec l'acceptation universelle des méthodes keynésiennes de régulation du capitalisme en liaison avec un système d'État-providence au sein duquel l'État national jouait le rôle décisif dans la redistribution des revenus. La longue crise économique qui a démarré au début des années soixante-dix — et dont nous ne sommes toujours pas pleinement sortis — a mis un terme à tout cela et ouvert la voie à la globali-

sation et à l'hégémonie du discours économique néolibéral. Celui-ci est devenu la doctrine incontestée de l'Occident, acceptée, quoiqu'à des degrés divers, par la plupart des gouvernements sociaux-démocrates en Europe.

Les conséquences de la crise de l'hégémonie social-démocrate sont multiples. En premier lieu, à partir du moment où les institutions qui canalisait les demandes sociales — et notamment les syndicats — perdent leur rôle d'articulation, le champ social se présente sous la forme de la dispersion des acteurs et des demandes sociales. Ce qui produit un effet double et contradictoire. D'un côté, la fragmentation même des demandes, leur incapacité à s'agréger autour d'acteurs historiques plus globaux, rend plus facile leur traitement ponctuel, et cela permet de les intégrer de manière « transformiste » — pour reprendre les termes de Gramsci — dans le système. Mais d'un autre côté, cependant, la prolifération de ces demandes rend malaisée leur rassemblement dans des canaux institutionnels établis (les négociations globales supposent l'existence d'acteurs globaux). Ainsi se multiplient les impasses et les points de rupture potentiels. À tous ces processus s'en est ajouté un autre qui commence à avoir des répercussions profondes sur la structuration de la politique contemporaine : dès lors que les anciennes identités et solidarités de classe ont été érodées, il se fait jour une forte tendance à reconstruire la subjectivité des acteurs historiques en termes d'identité culturelle. C'est ce à quoi l'on assiste partout : dans les diverses formes du multiculturalisme politique américain; dans les communautés de travailleurs immigrés en Europe occidentale (avec sa contrepartie : le développement d'une xénophobie anti-immigrés d'extrême droite); dans la prolifération des conflits ethniques en Europe orientale; dans l'expansion de l'intégrisme musulman.

Toutes ces transformations représentent autant de défis au discours classique de la théorie politique. Je voudrais m'attarder plus particulièrement sur deux d'entre elles, clairement

reliées. En premier lieu, le discours démocratique, traditionnellement, s'était centré sur l'égalité *au-delà* de la différence. Ceci est vrai de la volonté générale de Rousseau comme du jacobinisme ou de la classe émancipatrice universelle du marxisme. Aujourd'hui, au contraire, la démocratie est liée à la reconnaissance du pluralisme et des différences. Cela ne peut pas manquer d'avoir des conséquences importantes sur la manière dont est conçue la constitution de la sphère publique. Et celle-ci est étroitement liée à la question du statut de l'universel perçu comme terrain de l'émancipation globale. Allons-nous nous débarrasser du projet émancipateur comme s'il s'agissait d'un vieux rêve des Lumières, à remplacer d'urgence par une politique du particularisme pur ? ou devons-nous, à l'inverse, nous mettre à penser la relation entre universalisme et particularisme d'une manière entièrement nouvelle ? Telles sont les questions discutées dans le premier et le troisième texte (« Sujet de la politique, politique du sujet » et « L'universalisme, le particularisme et la question de l'identité »).

## II

Une des premières difficultés rencontrées dans le traitement de ces questions tient au fait que les catégories sociales à l'aide desquelles nous discutons ce genre de problèmes ne sont plus guère suffisantes. Soit par exemple le concept de « classe sociale ». Dans le cadre du marxisme, il désignait un ensemble cohérent de positions de sujet articulées autour d'un noyau central constitué par la localisation de l'acteur social dans les rapports de production. Désormais, c'est la cohésion même de cet ensemble que les transformations contemporaines rendent problématique. La question se pose de savoir si : 1°) les positions de sujet perdent de leur systématisme et commencent à se décentrer au lieu de renforcer l'identité des acteurs sociaux; 2°) la logique des identités différentielles ne coupe

pas à travers les frontières de classe pour constituer des identités qui ne recoupent pas les positions de classe; 3°) la localisation dans le processus de production ne perd pas de sa centralité dans la définition générale de l'identité des acteurs sociaux. La question clé est celle-ci : ces tendances se sont-elles accentuées dans la phase du capitalisme tardif ou, au contraire, les contre-tendances au renforcement des identités *de classe* ont-elles été dominantes ? Il est à peine nécessaire de répondre à la question. Il subsiste dans notre monde des identités de classe pleines et entières — dans certaines régions minières ou dans des zones rurales arriérées —, mais la ligne de développement principale travaille dans la direction opposée.

Le point important, néanmoins, c'est qu'il n'est pas question de remplacer une analyse en termes d'identité de classe par une analyse nouvelle en termes de types d'identité différents. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle manière de concevoir la logique qui sous-tend la construction identitaire. Pour le dire en termes simples : avec Wittgenstein, nous pouvons désigner par le mot de grammaire l'ensemble des règles gouvernant un jeu de langage. En ce sens, la construction identitaire est une partie de la grammaire inhérente à un jeu de langage, et l'ensemble des jeux de langage qu'il est possible de trouver dans un certain contexte est ce que Wittgenstein appelle une « forme de vie ». En d'autres termes, il nous faut nous interroger non seulement sur les identités qui existent dans un certain contexte mais aussi sur les règles grammaticales de leur constitution qui sont toujours dépendantes par rapport au contexte.

À ce stade, néanmoins, il me semble nécessaire de distinguer entre *grammaire* et *logique sociale*. Alors qu'une grammaire se borne à spécifier les règles constitutives d'un jeu de langage, une logique pose un autre type de question et notamment celle de savoir comment des entités doivent être pour que soient rendues possibles les règles qui gouvernent leur

interaction. De telle sorte que les grammaires sont ontiques, tandis que les logiques sont ontologiques. Par exemple, des catégories psychanalytiques telles que celle de projection ou d'introjection présupposent un type de relations entre entités différent de celles qui existent entre des objets physiques ou biologiques. Lorsque François Jacob parle de la « logique » du vivant, il utilise le terme de logique exactement dans le même sens que nous.

Il nous faut donc passer d'un premier niveau — celui des objets effectifs (dans notre cas, les identités) — à un second — celui des règles de leur constitution —, et puis à un troisième — celui des logiques qui sous-tendent ces règles. Quelle est la logique qui gouverne la constitution des identités sociales et politiques? Tout au long de ce volume, et plus particulièrement dans le chapitre consacré à l'importance des signifiants vides pour la politique, nous défendons l'idée que c'est la logique de l'hégémonie.

La thèse centrale de ce livre est que l'hégémonie constitue la catégorie fondamentale de l'analyse politique. Je me suis essayé à présenter cette logique de l'hégémonie dans différents travaux, et notamment dans *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democracy* (Londres, Verso, 1985), écrit en collaboration avec Chantal Mouffe<sup>2</sup>. Les hypothèses de base de cette approche sont les suivantes :

1°) L'espace social doit être considéré comme un espace *discursif* si par *discours* on ne désigne pas seulement la parole et l'écriture, mais tout autant la liaison des mots aux actions qui leur sont attachées formant ainsi des totalités significatives (comme dans le cas des jeux de langage de Wittgenstein).

2°) Les antagonismes sont inhérents aux espaces sociaux. En d'autres termes, ils apparaissent comme la condition de la

---

2. De C. Mouffe, on peut lire en français *Le Politique et ses enjeux. Vers une démocratie plurielle* (1995, La Découverte/MAUSS — « Bibliothèque du MAUSS »).

structuration de la société, pour autant qu'on ne les considère pas comme des relations sociales objectives mais bien plutôt comme ce à travers quoi la limite de toute objectivité est manifestée. (C'est pour cette raison que notre approche des antagonismes sociaux a souvent été comparée au rôle joué par le *réel* dans la théorie lacanienne.)

3°) Poser que la division sociale et l'antagonisme ne peuvent pas être éradiqués revient à affirmer que toute objectivité sociale est le résultat d'un phénomène d'établissement de frontières. C'est en ce déplacement de frontières — toujours contingent — que consiste *l'opération hégémonique*.

La logique stricte de l'hégémonie est décrite, dans le chapitre consacré à l'importance des signifiants vides, en termes de production sociale de signifiants vides. Les deux opérations principales par lesquelles l'hégémonie agit sont définies respectivement comme logique de la *différence* et logique de l'*équivalence*. La première définit des identités purement différentielles (au sens saussurien), tandis que la seconde crée au sein de l'espace social une frontière ou un clivage interne à travers lesquels les identités sociales établiront des relations de substitution partielle d'un côté ou de l'autre de la frontière. Ces deux logiques correspondent *grosso modo* à ce qu'en linguistique on appelle les axes syntagmatique et paradigmatique de la langue. Dans les discours politiques institutionnels par exemple, c'est la logique syntagmatique, différentielle et combinatoire qui prédomine, au point d'estomper les frontières internes (le discours conservateur britannique qui ne veut voir qu'« une nation » en serait un bon exemple). Dans les discours populistes, de rupture, c'est à l'inverse l'axe paradigmatique qui joue le premier rôle. La prévalence des relations de substitution entre éléments aboutit à une dichotomisation de l'espace social. Ainsi, en tentant d'établir une frontière entre les dominants et « le peuple », le discours populiste ne veut reconnaître que deux positions syntagmatiques pour distribuer tous les éléments sociaux dans des chaînes d'équivalences réparties de part

et d'autre de la frontière (le « peuple » apparaissant comme un équivalent agrégé des demandes et des identités sociales). C'est le fonctionnement de ces deux logiques fondamentales de l'hégémonie que j'analyse dans le dernier texte de ce livre consacré à la mort et à la résurrection de la théorie de l'idéologie.

Si nous prenons une catégorie centrale pour la théorie politique, celle de « représentation » par exemple, nous pouvons voir comment ces diverses dimensions s'y combinent. Soit, tout d'abord, le moment déconstructionniste; nécessaire pour montrer que la représentation n'est pas un concept unifié ou transparent mais le terrain sur lequel opèrent des logiques *en définitive* incompatibles. En théorie, la condition d'une bonne représentation est que le représentant soit le *médium* transparent grâce auquel la volonté de ceux qu'il représente sera exprimée. Une réflexion rapide suffit néanmoins pour s'apercevoir que cette vision est logiquement intenable. Car si une représentation est un tant soit peu nécessaire, c'est parce que des décisions doivent être prises à un *autre* niveau que celui auquel la volonté des représentés s'est formée. D'où il découle que le rôle du représentant ne peut pas se borner à transmettre la volonté de ceux qu'il représente, mais qu'il lui faut la traduire et l'*articuler* avec quelque chose d'autre — par exemple, le représentant d'un syndicat d'agriculteurs désireux de faire instaurer une taxe sur l'importation des blés étrangers ne se contentera pas de transmettre cette exigence; il tentera de montrer qu'une telle taxe serait favorable au développement économique, qu'elle serait dans l'intérêt de la nation, etc. Mais ceci en retour affectera l'identité des représentés en la faisant sortir de son particularisme borné.

Voilà qui implique que dans toute représentation le mouvement qui va des représentés au représentant doit se doubler d'un mouvement en sens inverse, du représentant aux représentés. Or ces deux mouvements sont incompatibles, comme l'atteste la déconstruction de la catégorie. Cependant, le fait de cette incompatibilité n'implique pas qu'il faille l'abandon-

ner ; au contraire, il faut l'élargir de façon à multiplier les mouvements stratégiques qu'il est possible de jouer dans son cadre.

C'est à cet endroit précis que *la logique de l'hégémonie* entre en scène. C'est précisément parce que nos deux mouvements ne sont pas articulés par une quelconque logique nécessaire et *a priori* que les déplacements hégémoniques *contingents* entre les deux dimensions deviennent possibles. Il est envisageable de spécifier un intérêt d'une manière comparative telle que la marge de manœuvre du représentant soit sérieusement limitée. Mais, dans des circonstances propices, il est également possible que le discours plus universaliste du représentant parvienne à susciter l'unification *par équivalence* d'une grande variété de composantes. Ce second discours n'est pas nécessairement moins démocratique que le premier. Dans nombre de pays du tiers monde, affectés par des situations de marginalisation sociale, les « intérêts » particuliers ne pré-existent pas à la relation de représentation, et la tâche des *leaders* populaires nationaux est au premier chef de créer un langage qui rende possible la mobilisation sociale. Il est également possible d'appliquer à d'autres catégories politico-théoriques — la souveraineté, le pouvoir, l'émancipation, etc. — cette même combinaison des deux moments : le moment déconstructionniste qui sape la prétendue auto-transparence du concept et le moment hégémonique, qui exploite les possibilités stratégiques ouvertes par la déconstruction.

De l'exemple que nous venons de donner, il est possible de tirer encore deux conclusions. Tout d'abord si, comme nous l'avons affirmé précédemment, la fragmentation sociale des volontés collectives est devenue une tendance dominante des sociétés contemporaines, le *hiatus* ainsi ouvert entre la société globale et les particularismes des sujets est de nature à ne pouvoir être rempli *que* par des relations de représentation. Il en résulte que cette dernière doit nécessairement s'étendre. La notion classique de représentation qui concevait le rôle du représentant comme transparent amenait à tenir la représenta-

tion pour un moindre mal (*second best*) et supposait que dans l'idéal, il serait bien mieux de se passer de toute représentation. Dans la théorie marxiste d'une volonté intégralement homogène déployée au sein d'une société réconciliée avec sa propre essence, il n'y a pas de place pour quelque relation de représentation que ce soit. Si au contraire on pose que la médiation politique est constitutive, parce que la réconciliation finale ne pourra jamais se produire, alors le terrain est déblayé pour accepter l'idée que la représentation est inhérente au lien social<sup>3</sup>.

Venons-en enfin à la question de l'universalité. À partir de ce que j'ai dit jusqu'ici, il devrait être clair que la seule universalité concevable selon moi est une universalité hégémonique. Certaines tendances normatives à l'œuvre au sein de la pensée contemporaine se sont efforcées d'ancrer le moment de l'universel dans quelque condition *a priori* indépendante de toute construction sociale particulière, comme par exemple la « position originelle » de Rawls ou la « situation de langage idéale » d'Habermas. À l'opposé de ces positions, s'est affirmé un particularisme radical — par exemple avec la thèse de l'incommensurabilité des jeux de langage que Lyotard place à la racine de son *différend*. J'ai tenté pour ma part d'emprunter une voie différente : non pas se débarrasser de l'universalité et de l'articulation, mais les concevoir comme émergeant du terrain particulier dessiné par des logiques hégémoniques contingentes. Au lecteur de décider si l'essai est réussi<sup>4</sup>.

*Ernesto Laclau*

---

3. Il est difficile de ne pas mettre cette thèse en rapport avec la formulation par laquelle Camille Tarot, dans *De Durkheim à Mauss, l'invention du symbolique. Sociologie et sciences des religions* (La Découverte/MAUSS, 1999), résume ce qui lui semble être le pas en avant décisif effectué par M. Mauss. Ce que M. Mauss découvre, selon lui, c'est « la nature intrinsèquement symbolique du lien social ». Resterait, il est vrai, à s'expliquer sur les rapports entre symbolique et représentation (NDT).

4. La traduction de cette préface, de même que celle du texte intitulé « L'universalisme, le particularisme et l'identité » (déjà publié dans la *Revue du MAUSS semestrielle* n°13, « Le retour de l'ethnocentrisme. Purification ethnique *versus* universalisme cannibale », 1<sup>er</sup> semestre 1999), a été effectuée par Alain Caillé.